

# « Rendons aux enseignants »

Avec la réforme de leur formation, Jean-Claude Marcourt veut qu'ils redeviennent un pilier de notre société

**L**a formation initiale des enseignants va passer de 3 à 4 ans, avec une cinquième année optionnelle (début de la réforme prévu en 2019, avec les premiers diplômés sortant en 2023). Un accord est enfin intervenu entre PS et cdH au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS) s'en réjouit : c'est une réforme fondamentale pour l'avenir de nos enfants et de notre société

**Jean-Claude Marcourt**

Ministre de l'Enseignement supérieur

➔ **Enfin un accord ! PS et cdH ont donc réussi à signer la « paix des braves » ?**

C'est bien plus important que la « paix des braves ». Il a fallu un certain temps pour réussir, en raison des circonstances (la crise entre PS et cdH, lorsque le cdH a décidé, en juin dernier, de virer le PS du gouvernement wallon, NDLR), mais on n'a pas mis tant de temps que cela non plus.

**« Une refonte complète de la formation, car on n'enseigne plus comme il y a 20 ou 50 ans »**

C'est une réforme qui préoccupe le monde enseignant depuis vingt ans. Elle est ambitieuse, c'est une refonte complète de la formation qui part du principe que l'on n'enseigne plus comme il y a 20 ou 50 ans.

Que le métier ne doit plus être une succession de moments : enseignant du maternel, du primaire ou du secondaire, mais un continuum de 2 ans et demi à 18 ans. Et aussi du principe qu'il n'y a aucune raison de segmenter la formation entre Hautes écoles et universités.

➔ **Concrètement, qu'est-ce que cela va changer par rapport à aujourd'hui ?**

Cela va bouleverser la manière d'appréhender les choses pour nos enseignants. L'enfant doit faire son évolution personnelle de manière transversale. Le

parcours de l'enseignant doit aussi intégrer cela. C'est la capacité pour tous les enseignants d'intégrer le monde dans lequel nous vivons. Ils doivent être mieux en phase avec le monde numérique. On va renforcer la formation théorique et la formation pratique. Il y aura donc une quatrième année obligatoire et une cinquième, facultative, qui leur permettra d'aller vers des thèmes propices à leur épanouissement.

➔ **Cela va suffire à motiver les futurs enseignants ? Actuellement, on voit que de nombreux jeunes quittent prématurément le métier ?**

**« Cette réforme coûtera moins que la réforme des allocations familiales en Wallonie »**

Beaucoup de jeunes enseignants partent car ils se sentent abandonnés devant leur classe, il faut rompre cela. Mais cette

réforme ne va pas régler tous les problèmes de l'enseignement. J'apporte simplement ma pierre à ce grand projet. Si on forme mieux nos enseignants, nos enfants seront mieux formés et la qualité de la formation de la population sera meilleure. Le but n'est pas seulement de

**« De jeunes enseignants se sentent abandonnés devant leur classe, il faut rompre ça »**

permettre aux élèves les plus faibles de rentrer dans la moyenne, mais bien de rendre meilleurs tous les enfants : le meilleur doit être encore meilleur. Les enseignants sont un pilier essentiel de notre société. Ils ne sont plus reconnus comme tel. Il faut que ça change. Le but est de leur rendre confiance...

➔ **Faut-il encore que les enseignants maîtrisent bien leur langue maternelle...**

On ne peut pas être un enseignant de qualité sans maîtrise suffisante du français !

➔ **Vous prévoyez un test à l'entrée, mais il ne sera pas éliminatoire comme l'examen d'entrée peut l'être en médecine, pourquoi ?**

En médecine, cet examen reste une aberration. Mais si on ne l'organise pas, les étudiants en fin de deuxième cycle seront privés du numéro Inami, impor-

**« Il faut rendre meilleurs tous les**

**enfants : le meilleur d'entre eux doit être encore meilleur »**

tant pour entamer le troisième cycle. Le gouvernement fédéral prend les étudiants en otage. Ici, on part du constat que certains étudiants n'ont pas une connaissance suffisante du français et on leur permet de corriger ce déficit tout au long de leurs études et de prouver, à la fin, que leur connaissance de la langue est suffisante pour enseigner. Pourquoi faisons-nous cela ? Parce que notre enseignement secondaire est discriminant. On sait bien qu'il ne permet pas à chaque jeune de pouvoir appréhender de la même manière les savoirs nécessaires dans l'enseignement supérieur.

➔ **Des enseignants formés en quatre ans, cela signifie qu'il faudra les payer mieux. La Fédération a les moyens de faire face à ces centaines de millions supplémentaires qui seront nécessaires ?**

C'est un débat à mener avec les organisations syndicales et ce n'est d'ailleurs pas moi qui le mènerai. Je vous fais remarquer que l'on parle là de montants à 40 ans ! Les prévisions les plus pessimistes disent que cela coûtera bien moins que la réforme des allocations familiales en Wallonie qui est pourtant moins fondamentale. La formation de nos jeunes est la priorité absolue : ce serait irresponsable de dire que l'on ne sait pas prévoir 300 ou 400 millions à 40 ans pour une telle priorité! ●

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN

**Que veut le PTB ?****« Plus que jamais besoin d'un PS fort »**

Elio Di Rupo parle d'un PS qui connaît « une dynamique positive exceptionnelle ». C'est aussi le cas du PS liégeois ou Jean-Claude Marcourt est plus nuancé ? « Avec le chantier des idées, on a vécu un moment exceptionnel, un vrai travail de militants. Après une année pourrie, cela nous a redonné une ambition, car on a plus que jamais besoin

d'un PS fort, au-delà des questions de personne. Un PS plus offensif. Qui a, mieux que personne, la capacité de transformer la Wallonie dans le respect des uns et des autres. »

Jean-Pascal Labille a-t-il eu tort de demander le départ de Di Rupo ? « Je ne parlais pas d'une voix discordante. Il est fort préoccupé par l'avenir de la sécurité sociale et la ca-

pacité de défendre ceux qui n'ont pas les moyens de se soigner. Il a donné une opinion ; c'est bien qu'il y ait des avis différents, même si c'est mieux en interne. Nous voulons tous un PS qui gagne. »

Le PTB, partenaire potentiel ou adversaire définitif ? « Un partenaire comme les autres partis démocratiques, mais qu'il clarifie sa ligne so-

cio-économique, son envie de participer au pouvoir ou pas. Que veulent-ils ? Ils surfent sur l'ambiguïté. S'ils veulent rejoindre nos combats, ils sont bienvenus. »

D.S.W.

**À refaire son tweet, il n'y modifierait pas un mot, ni une virgule...****« Maréchal parti, rien n'est réglé ! »****↳ Benjamin Maréchal a quitté « C'est vous qui le dites » sur Vivacité. Tous les problèmes sont-ils dès lors réglés ?**

Non, ce n'est pas réglé ! La RTBF s'est excusée, c'est un geste fort et elle a apporté une réponse qui me semble adéquate. J'accepte que l'on parle de tout, mais pas à tout moment et avec tout le monde. L'idée n'était pas de mettre quelqu'un au pilori, mais de se demander pourquoi cela s'est passé. Ma préoccupation est de ne pas flatter les bas instincts de notre société. On doit tous être d'accord là-dessus.

**↳ Votre tweet a quand même donné l'impression d'une certaine ingérence. Certains ont même parlé de censure...**

Mais non ! Je pense être l'expression de la lutte contre la censure. Je ne suis pas le ministre de l'information du général de Gaulle ! Donner le sentiment que violer une femme peut lui procurer du plaisir, c'est dramatique, même le simple fait de l'évoquer... Maintenant, si le ministre responsable des médias et qui a autorité sur la RTBF, ne peut pas dire qu'il est interpellé par quelque chose... Je n'ai demandé la

démission de personne. J'ai demandé à la RTBF si elle trouvait que c'était en rapport avec

**« Moi, un censeur ? Je ne suis pas le ministre de l'information du général de Gaulle ! »**

ses missions.

**↳ Cela signifie que vous pensez à ajouter l'une ou l'autre clause dans son nouveau contrat de gestion en négociation ?**

Je ne dis ni oui, ni non. Il faut que l'on en parle... Benjamin Maréchal a pris une décision, j'en prends acte. Parlons d'autre chose... Je tiens quand même à démentir le fait que les titres et sujets de cette émission étaient validés par des journalistes. On l'a dit, mais c'est faux !

**↳ Benjamin Maréchal est prêt à vous rencontrer. Vous aussi ?**

Il n'a en tout cas pas fait la moindre démarche en ce sens,

mais si quelqu'un veut me rencontrer, je suis disponible...

**↳ À refaire votre tweet, vous le referiez à l'identique ?**

Oui, car c'était plus la réaction d'un citoyen que d'un ministre. S'il y a une chose qui me révulse, c'est de toucher à la dignité de la femme et là, j'ai été choqué !

**↳ Sans transition, parlons des « fake news ». Vous êtes d'accord avec le président français Emmanuel Macron qui veut légiférer contre ces fausses nouvelles ?**

L'initiative est intéressante, car il faut s'interroger sur ces « fake news ». Cela dit, j'ai un doute : comment va-t-on traduire cette idée dans une loi ? Il faut d'abord redéfinir ce qu'est une « fake news » et éviter de donner ce nom à tout. À cet égard, l'initiative de la Commission européenne me semble plus adéquate (la Commission lance une consultation publique de trois mois et ne se plonge pas d'ores et déjà dans la rédaction d'une directive ou d'un règlement, NDLR). Mais ce débat concerne aussi la presse qui n'a jamais été autant au cœur d'un débat de société.

**↳ À côté de la presse, il y a****aussi des blogueurs, des réseaux sociaux...**

La presse a un rôle essentiel à jouer et il n'est pas simple. Il faut que le citoyen se dise que la presse professionnelle est un pilier de l'info où l'élément essentiel est la réalité d'une info conforme et validée. Qu'il peut sélectionner là une info de qualité. Mais pour cela, il faut aussi que la presse professionnelle ne rentre pas dans la course à l'échalote. Si ne compte que la course à l'audimat, on risque de détruire les fondements de notre démocratie. Nous devons renforcer la légitimité de la presse professionnelle, mais elle a aussi son rôle à jouer...

**↳ Sauf qu'une info peut devenir virale sur les seuls réseaux sociaux...**

Oui, vous avez raison. Mais si une info crédible dans les médias professionnels est différenciée d'une info non crédible, on donnera à terme, car c'est un combat de longue haleine, aux citoyens la capacité de se forger une opinion. Le côté viral des infos erronées finira par lasser les citoyens, mais nous devons collaborer tous ensemble. ●

INTERVIEW &gt; D.S.W.

**Son avis sur le nouveau gouvernement wallon MR-cdH**

## « En économie, c'est du vent, ils ont zéro idée ! »

### ↳ Un avis sur la politique économique du nouveau gouvernement wallon ?

Je suis stupéfait de lire leur plan d'investissement. Nous sommes en janvier 2018, il y a peu de choses qui concernent cette année ou la suivante. Ils font un plan 2020-2024, là où ils n'auront plus de responsabilités. C'est une redite de ce qui existait déjà... En fait, c'est du vent, zéro idée !

↳ Vous êtes peut-être un peu dur, non ? On ne change pas fondamentalement les choses en quelques mois... J'ai été désigné ministre de l'Économie en juillet 2004. En septembre 2005, je présentais

le Plan Marshall. Nous faire croire qu'il faut du temps pour une réforme fondamentale, c'est faux ! Ils ont deux

**« M. Lutgen a sacrifié une partie du développement économique wallon au profit de son ambition »**

ans, c'est donc possible ! Mais ils n'avancent sur rien. On constate même une régression de la Wallonie. Par rapport à l'économie circulaire (concept économique qui s'inscrit dans

le cadre du développement durable, NDLR), c'est à pleurer !... Ils disent qu'il faut supprimer le saupoudrage, mais leur plan, ce n'est que ça. Ils disent qu'il faut réduire les structures, les invest. En quoi est-ce utile pour notre économie ? Tous les industriels me disent : on n'attend qu'une chose, votre retour...

↳ Un retour, c'est ce dont vous rêvez, pas vrai ?

Non, je ne rêve pas de remplacer M. Jeholet. Ce n'est pas mon ambition et je ne vis pas dans l'esprit de revanche. Va-t-on gagner les élections ? Sera-t-on au pouvoir en 2019 ? Aurons-nous l'économie dans

nos compétences ? Serais-je alors la personne la plus à même de gérer cela ? La Wallonie mérite que l'on s'intéresse à elle avec un vrai projet...

↳ Pas une ambition, mais cela redeviendra peut-être une réalité ?

Peut-être, mais ce sera alors le hasard de la vie...

↳ Vous en voulez encore à Benoît Lutgen d'avoir débarqué le PS du

gouvernement ?

M. Lutgen a sacrifié une partie du développement économique wallon au profit de son ambition personnelle ! ●

INTERVIEW > D.SW.

## Syndicalistes au tribunal : « J'ai un peu de mal »

Le 19 octobre 2015, des dizaines d'affiliés de la FGFB montaient sur le viaduc de Cheratte et bloquaient la circulation sur la E40 durant toute la journée. Dix-sept d'entre eux, dont Thierry Bodson, le secrétaire général de la FGFB wallonne, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel. *L'autre a commis un acte qu'il n'aurait pas dû commettre, c'est incompréhensible d'envoyer quelqu'un comme Thierry Bodson devant la justice (...)* La réforme de la Justice du ministre Koen Geens (CD&V, NDLR) transforme notre pays et me fait douter d'un État de droit encore équitable pour chacun d'entre nous. » ●

D.SW.

nel pour entrave méchante à la circulation. Une affaire qui ne laisse pas Jean-Claude Marcourt indifférent. *« Je regrette les débordements de quelques syndicalistes, mais de là à les amener au tribunal, j'ai un peu de mal et je le dis avec beaucoup de tristesse. Même si l'un ou*

**C'est pour cette année****Radio numérique : une meilleure qualité d'écoute**

Ministre de l'Enseignement supérieur, mais aussi des médias et de la Recherche. La radio numérique est donc un autre gros dossier que M. Marcourt gère en ce début d'année 2018, année capitale d'ailleurs pour ledit dossier. « On a un accord avec la

*Flandre. Dès cette année, on va lancer la radio numérique (DAB+) qui permettra une meilleure qualité d'écoute chez soi ou dans sa voiture », explique M. Marcourt. « C'est la technologie la plus répandue en Europe, les constructeurs automobiles sont en train de l'installer dans leurs voitures. »*

Un dossier lié au plan de fréquences. « Les limites de la technologie font que l'on ne

*peut pas donner à tous les candidats les fréquences dont ils ont besoin. Ce serait plus simple en 5G avec Internet, mais on n'y est pas. Dans dix*

*ans, on aura la technologie qui permettra à tout le monde d'avoir accès à la radio qu'il veut là où il veut... Pour autant que l'on garantisse le libre accès à Internet. »*

Un accès universel que le président américain, Donald Trump, remet en cause, s'inquiète Jean-Claude Marcourt. « Si on laisse à un opérateur le droit de décider qui passe sur le Net, on a un problème essentiel de liberté. Heureusement, la Commission européenne défend le principe universel du libre accès. » ●

D.SW.